

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

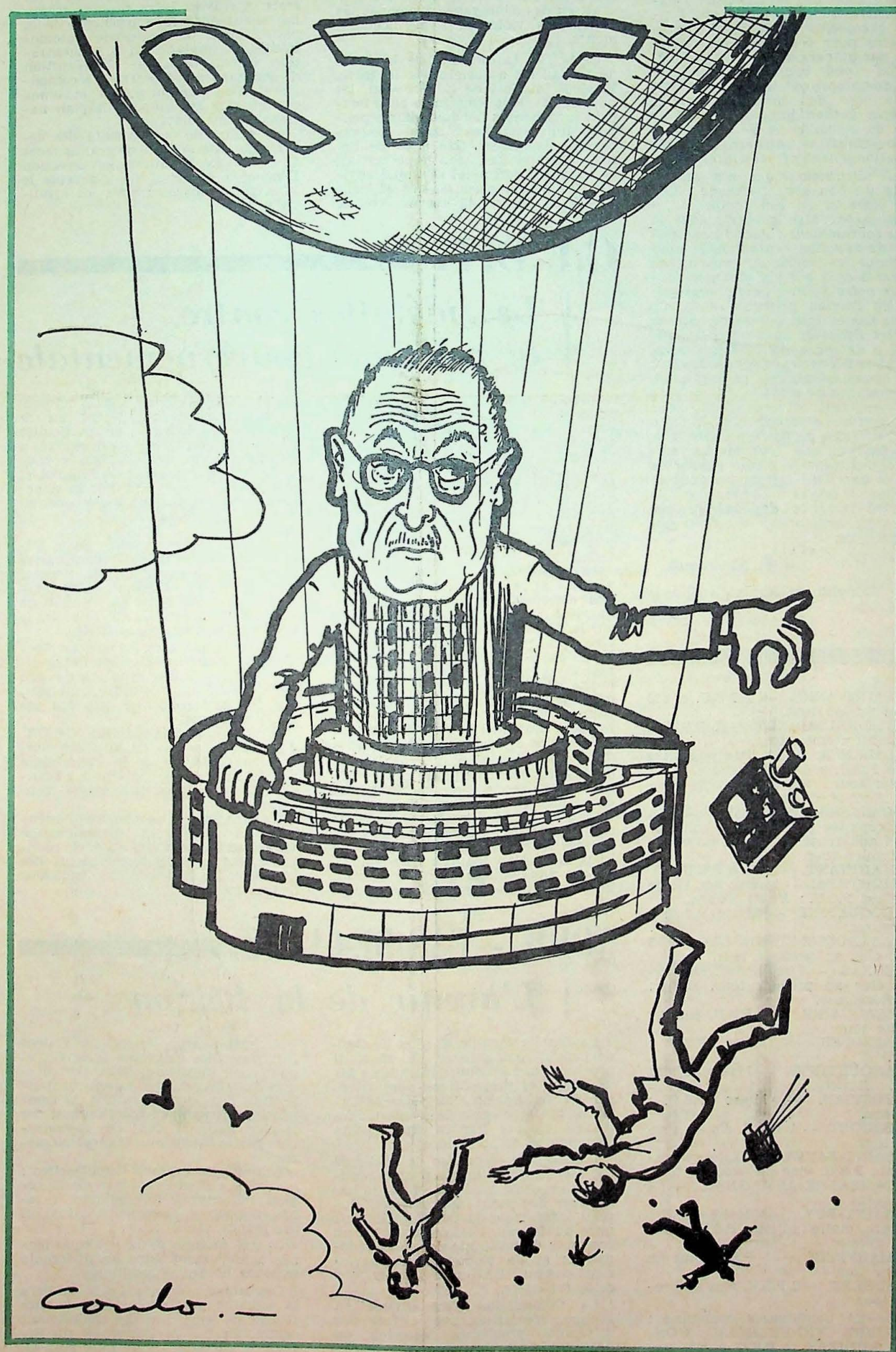
SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 237. — 24 AVRIL 1965

LE SENS D'UNE ÉPURATION



**Le "tournant"
de
Gaston
DEFFERRE**

(Page 3.)

*De Gaulle
et
l'Afrique*

(Page 8.)

**La formation
activité
essentielle
du parti**

(Pages centrales.)

(Page 7.)

W. d'Ormesson : « Oui, Monsieur Contamine, jetons du lest... »

Le "tournant" de Gaston Defferre

« Après Marseille, il faudra aussitôt vous protéger à gauche ». Tel était le conseil donné à Gaston Defferre par tous les membres du comité « Horizon 80 ». Ce conseil a été suivi.

Dans une interview qu'il a accordée la semaine dernière au Monde, le candidat de la S.F.I.O. a effectué, au moins en apparence, un important tournant, reprenant à son compte certains thèmes qui nous sont familiers. Après ce « gaullisme sans de Gaulle » qui avait si fâcheusement marqué, il y a un an, les débuts de sa campagne, voici qu'il nous présente maintenant une sorte de « mendésisme sans Mendès-France ».

Nous n'avons pas pour habitude de juger les hommes politiques sur leurs promesses mais sur leurs actes. S'il n'y avait que Gaston Defferre en cause nous nous contenterions donc de rappeler quel a été son comportement réel non pas seulement au cours des récentes élections municipales mais durant les vingt dernières années. Il serait difficile après cela de soutenir que le maire de Marseille a fait beaucoup d'efforts pour « tirer les communistes de leur isolement » ou pour établir une claire distinction entre le « centre-droit » et le « centre-gauche ».

Il se trouve cependant que certaines démarches dépassent la personnalité de leur auteur. Ce que dit Gaston Defferre, pour tenter de reconquérir une partie de l'électorat de gauche que ses combinaisons municipales lui ont incontestablement fait perdre, nous intéresse dans la mesure où cela révèle ce que peuvent actuellement ressentir et désirer les hommes et les femmes qui composent cet électorat.

Le passage sur l'unité de la gauche et les rapports avec les communistes est, à cet égard, particulièrement intéressant. Il y a, bien sûr, le coup de chapeau au « vaste potentiel de progrès » que représente le parti communiste et qui demeurera malheureusement « stérilisé » tant « qu'il n'y aura pas un minimum de vie démocratique à l'intérieur de l'organisation ». Mais il y a aussi et surtout la for-

mule : « Il faut tirer les communistes de leur isolement et non pas s'y enfermer avec eux ».

C'est très exactement ce que pensent des milliers de militants de gauche qui se trouvent souvent dans la lutte au coude à coude avec les communistes sans accepter pour autant la conception de l'unité que le P.C. voudrait leur imposer. Mais il ne suffit pas d'exprimer des souhaits. Il faut se préoccuper de la manière dont on pourra les réaliser. Et c'est ici qu'apparaît entre les dirigeants de la S.F.I.O. et nous une divergence fondamentale.

Que propose en effet Defferre pour tirer le parti communiste hors de son ghetto ?

- 1) D'abord constituer une force « plus puissante et plus dynamique » ;
- 2) Attendre ensuite que le nouveau rapport des forces provoque des changements à l'intérieur du P.C. ;
- 3) Établir alors, mais alors seulement, des rapports « entre la gauche non communiste et un parti communiste rénové ».

Cela veut dire, en clair, que pour aider les communistes à sortir de leur isolement, il faut commencer... par les isoler. C'est ce qu'ont tenté de faire les dirigeants de la S.F.I.O. depuis plus de quinze ans. On voit le résultat.

Rien ne profite davantage aux « conservateurs » du parti communiste que la politique du « cordon sanitaire ». Leurs troupes se trouvent miraculeusement préservées des « mauvais » contacts et si elles ont quelque envie de bouger, il leur suffit de regarder le spectacle que leur offre le parti socialiste pour se tenir tranquille.

Car ce n'est tout de même pas un hasard si ce parti n'a pas trouvé en quinze ans, le moyen de constituer autour de lui cette force « puissante et dynamique » dont il nous parle aujourd'hui. A partir du moment où l'on écarte pour une longue période l'éventualité d'une coalition à laquelle participeraient les communistes, on se trouve rejeté, par la force des choses, vers les alliances « centristes », c'est-

à-dire vers les ententes avec une fraction de la droite. Et à partir du moment où ces ententes sont faites et où elles produisent leur inévitable cortège de médiocrité et d'impuissance, on peut toujours parler de dynamisme et de renouveau. Les jeunes « à la recherche d'un grand dessein de justice » ne marchent pas.

Les conséquences de « l'isolement » dans lequel Gaston Defferre a, avec le concours de la bourgeoisie locale, tenu la Fédération communiste marseillaise (et pas seulement à propos des élections municipales) sont d'ailleurs remarquables. Cette fédération est l'une des plus sectaires de France et, au lieu de perdre des voix, elle en a gagné !

Est-ce à dire qu'on ne peut rien entreprendre sans le parti communiste ? Nous ne le pensons nullement. Nous n'avons jamais hésité pour notre part, à avancer sans les communistes lorsque ceux-ci n'acceptaient pas nos propositions ou nos initiatives. On a beaucoup parlé ces temps derniers de l'exemple de Grenoble. Mais on pourrait rappeler l'une des premières actions auxquelles a participé le P.S.U., celle de la manifestation du 27 octobre 1960 contre la guerre d'Algérie. Cette manifestation a eu lieu contre la volonté du parti communiste. Mais comme ceux qui l'avaient organisée avaient pour but non point d'isoler le P.C. mais de le forcer à changer de méthodes, elle a conduit aux grandes démonstrations communes de 1961 et de 1962.

La perspective de l'unité n'est nullement incompatible avec le développement d'une politique socialiste autonome, bien au contraire, car seul un grand mouvement de renouveau peut créer les conditions d'une coalition durable ; des forces de gauche. Mais si la politique autonome cesse de se situer dans la perspective de l'unité, elle cesse très vite d'être une politique socialiste.

Le jour où la S.F.I.O. en viendra à admettre cette réalité, bien des choses seront sans doute changées dans ce pays. La vérité nous oblige à dire qu'elle n'en est pas encore là !

Gilles Martinet.

SAVOIR ET FAIRE SAVOIR

Taux de croissance, politique des revenus, réforme administrative, marché commun, Kennedy round... la vie économique et sociale fait appel à des notions de plus en plus multiples et complexes. La participation à l'action politique exige que ces notions et les faits auxquels elles s'appliquent, les rouages de la vie économique, sociale et

politique soient connus, décortiqués et correctement jugés par les militants politiques, sinon par tous les citoyens, pour leur permettre de faire des choix, d'orienter la politique, et aussi de faire partager leurs idées par une masse suffisante pour modifier le rapport des forces.

Les moyens généraux d'information : presse, radiotélé-

vision, sont le plus souvent insuffisants, et généralement trop tendancieux pour permettre une information complète et objective. De plus, l'adhésion à un parti implique le partage d'une idéologie. Il est donc nécessaire que le Parti fournisse à ses militants une formation leur permettant de participer totalement à l'élaboration de sa politique, d'être

armés pour le débat comme pour l'action, bref de savoir et de savoir-faire.

Le service de formation et d'études du Parti a pour tâche d'aider les fédérations, les sections et les militants à dispenser et acquérir cette formation. D'abord en répondant aux demandes d'organisation ou de participation aux week-ends, stages, réunions, des or-

LA FRANCE VUE PAR LES MILITANTS

Les week-ends en province

Au cours de l'automne et de l'hiver qui viennent de s'écouler, se sont tenus sept week-ends régionaux d'études, consacrés au contre-plan et aux problèmes du développement régional : à Saint-Claude dans le Jura, dans un chalet vosgien, pour toutes les fédérations d'Alsace-Lorraine ; près de Niort, pour la région Poitou-Charente ; à Rezé-les-Nantes, pour une partie des pays de Loire ; à Brive, pour étudier le développement du Limousin ; près de Bourg-en-Bresse, pour l'Ain, la Saône-et-Loire et la Côte-d'Or ; et à Lyon pour la région Loire-Rhône-Isère. La semaine prochaine, un autre aura lieu près de Metz pour la région des mines de fer.

Chaque fois, entre trente et cinquante camarades ont réfléchi sur ce que signifie la stratégie du Front socialiste et le moyen d'application partiel qu'en est le contre-plan. Chaque fois, ils ont ensuite tenté de définir l'application de cette stratégie au niveau régional ou local. Plus de trois cents militants ont donc ainsi discuté avec précision la stratégie du Parti : c'est un magnifique signe de santé politique pour notre organisation.

Mais le plus important n'est peut-être pas là. Le plus important, c'est qu'à travers ces rencontres de militants, dont beaucoup exercent des responsabilités syndicales ou sociales, se découvre petit à petit la vie quotidienne du pays sous son vrai visage, avec la traduction précise pour chaque Français de la politique économique réactionnaire du régime qui nous dirige.

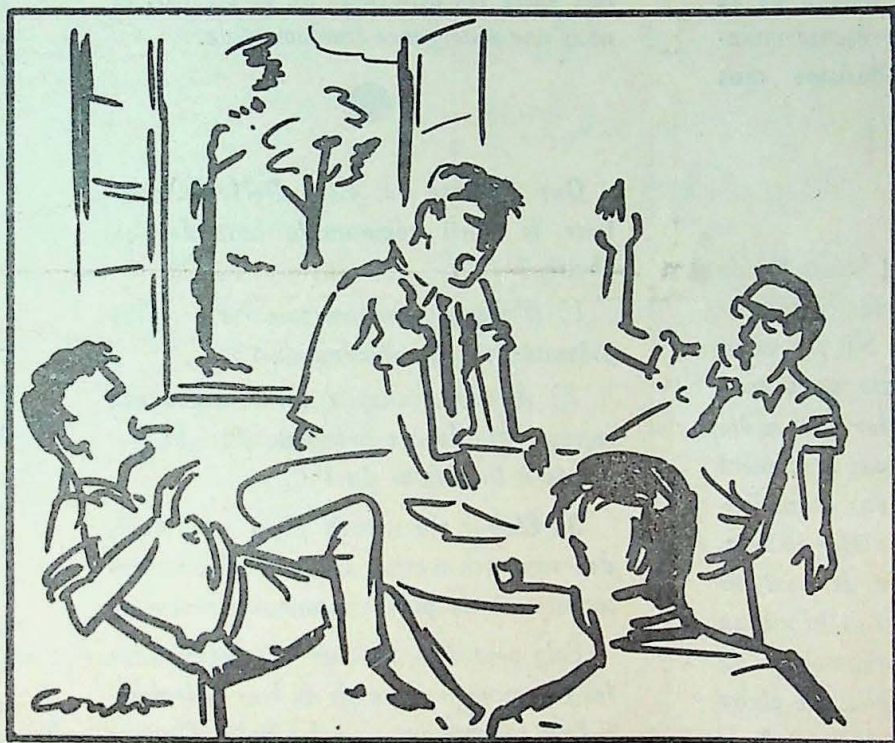
Alors que les statistiques officielles continuent à ignorer le chômage, il faut participer aux rencontres régionales du P.S.U. pour mesurer ce que signifie le plan de stabilisation : réductions d'horaires, mises à la retraite anticipées, abandon de projets d'investissements. Ainsi, dans tout l'Ouest, l'exode des jeunes s'accélère : à Saintes, les générations qui arrivent à l'âge du travail sont de 550 garçons et filles... on crée 50 emplois par an. A La Rochelle, on en crée 300 par an pour 1.500 jeunes. 40 % des jeunes de la Charente s'expatrient entre 18 et 19 ans. Et pendant ce temps, dans les Deux-Sèvres, on

bloque une implantation d'usine nouvelle à Parthenay : cela aurait fait monter les salaires ! Dans la métallurgie de la Loire-Atlantique, le nombre des licenciements a doublé en janvier et février par rapport au rythme précédent : il atteint 468 dans le mois. Depuis 1938, il est venu en Loire-Atlantique une seule usine nouvelle importante. De 1954 à 1962, le nombre global des emplois dans les métaux a diminué de 1.000 et les horaires sont en baisse.

Dans l'Est du pays, c'est la crise latente de toutes les petites indus-

n'est pas dans les livres : c'est une politique de classe.

Il faut avoir entendu un mineur de fer expliquer la menace qui pèse sur son avenir à cause de la concurrence des minerais scandinaves de meilleure teneur. Il faut avoir entendu un agriculteur de l'Ain décrire les « réserves de chasses » et la dure exploitation des fermiers qui caractérisent encore une aristocratie terrienne qu'on croyait disparue. Il faut avoir entendu Bernard Lambert, car il fut notre invité, décrire avec passion ce que doit être une réponse socialiste aux problèmes de la terre tels qu'on les vit en Basse-Loire. Il faut avoir entendu nos camarades de l'Ouest décrire dans le détail com-



tries marginales qui apparaît. Dans l'Ain, notamment, horaires partout en baisse, aucune réaction des élus locaux : la région s'asphyxie doucement. De la même manière, tout l'arrière pays de la Bourgogne se dessèche petit à petit au profit de Dijon et de Paris.

Nous avons découvert au cours de ces sessions la politique économique qui concerne les hommes, celle qui

ment patrons, maires, conseillers généraux se coalisent pour bloquer tout développement régional, car cela menacerait leurs positions.

Non, la stratégie du contre-plan n'est pas guettée par la technocratie : elle est la seule qui, au jour le jour, cas par cas, permette la contestation précise du pouvoir sur une gestion scandaleuse dont il faudra bien qu'il rende compte.

WEEK-END A LA CAMPAGNE

Sagit-il d'une publicité pour des centres de week-end populaires ? Nous n'en sommes malheureusement pas encore là ! Plus simplement, l'intérêt suscité dans le parti par la formule de week-end de formation se confirme et depuis le début de l'année plusieurs fédérations ont organisé de telles rencontres sur les problèmes économiques ou sociaux régionaux, et sur le contre-plan, le socialisme... et en organisent encore.

Les clochettes du muguet !

Pour les militants de la région parisienne ce sera un autre son de cloche qu'ils pourront entendre le 1^{er} mai puisque le week-end organisé à cette date, dans une charmante maison au milieu des bois, bien sûr, est intitulé : « Pourquoi la Chine fait-elle sa bombe ? » autrement dit, on étudiera les problèmes de l'équilibre mondial et

du développement économique. Si la Chine est au centre du débat c'est quelle vient de prouver que la bombe atomique et éventuellement l'industrie nucléaire ne sont pas nécessairement le monopole des pays développés, qu'elle modifie ainsi l'équilibre mondial et qu'elle accroît l'attrait qu'elle exerce sur les pays du Tiers Monde.

Mais la Chine présente aussi d'autres particularités intéressantes : c'est un pays sous-développé, mais en bonne voie de développement, parti récemment de très bas, qui propose déjà des résultats, des méthodes et un exemple.

C'est enfin un pays qui se développe sans aide extérieure et qui propose même son aide aux autres, et dans des termes nouveaux : les huit commandements.

Quelles conclusions en tirer ? Comment définir et pratiquer l'aide au Tiers Monde, dans le con-

texte politique et économique actuel ?

Alors, qui veut du muguet ? Amenez vos enfants au week-end et pendant que vous analyserez les conséquences de la bombe chinoise ils vous ramasseront du muguet sous la conduite de moniteurs expérimentés. (Ecrivez rue Madoiselle au Service Formation).

Les deux autres week-ends dans la région parisienne auront lieu les 28 et 27 juin et 9 et 10 octobre, le premier sera centré sur les expériences de démocratie vivante à l'étranger, dans quelle mesure l'étranger a-t-il quelque chose à nous apprendre sur la démocratie ? Le second abordera le thème : « Sous les catégories socio-professionnelles : la lutte des classes en France ». Chaque week-end comporte, après le dîner du samedi, une veillée culturelle consacrée, par exemple, au cinéma, à la chanson ou à toute autre forme d'expression artistique.

LES ENQUETES nouvelle forme

Dans ce parti dur et pur, qui ne cesse de rompre irrévocablement avec les honteuses pratiques électoralistes de l'unité d'inaction, est apparue depuis quelques mois une étrange race de néo-militants.

Les fondements de l'enquêtomanie

Vous aurez peut-être reconnu dans ce portrait les incorrigibles maniaques de l'enquête.

Ces gens qui répugnent à « faire de la politique » parce qu'ils estiment immoral voire asocialiste de vouloir faire le bonheur des gens malgré eux, ces bureaucrates-technocrates qui descendent dans la rue et montent l'escalier de service à la recherche de l'ouvrière qualifiée de 35 à 49 ans dont la découverte permettra de boucler les quotas, ces animaux apolitiques qui extorquent aux masses dépolitisées les raisons de leur dernier vote U.N.R., prennent décidément bien de l'assurance.

Ne s'imaginent-ils pas, en effet, pouvoir fournir à notre parti des explications scientifiquement fondées (le calcul des probabilités est la base de la méthode des sondages d'opinion) au comportement, aux attitudes et aux « motivations », bref à la psychologie de nos concitoyens en matière socio-économique et, par là, politique.

Une première expérience se déroula il y a deux ans à Paris pour évaluer l'état de l'opinion sur les expériences d'explosions nucléaires et la force de frappe, en photographiant en quelque sorte les attitudes des différentes catégories socio-professionnelles face à la politique militaire française.

L'enquête donna des précisions intéressantes notamment sur les contradictions des partisans de la force de frappe, qui, dans la plupart des cas, laissaient coexister dans leur esprit une inquiétude devant le danger des expériences nucléaires, un désir de voir le budget français accorder une plus large part aux investissements sociaux et l'approbation de la force de frappe, dont ils surevaluaient souvent le coût.

Les renseignements ainsi obtenus pouvaient être judicieusement utilisés pour l'argumentation d'une campagne contre la force de frappe. Devant l'intérêt des résultats donnés par cette enquête, il fut décidé d'en préparer deux autres pour cette année.

Les deux enquêtes entreprises simultanément se situaient dans la perspective des élections municipales.

A Sceaux et

A partir d'une découverte de la ville et de la région, Sceaux (banlieue parisienne) et Saint-Etienne ont lancé des actions locales intéressantes pour l'avenir de la démocratie municipale.

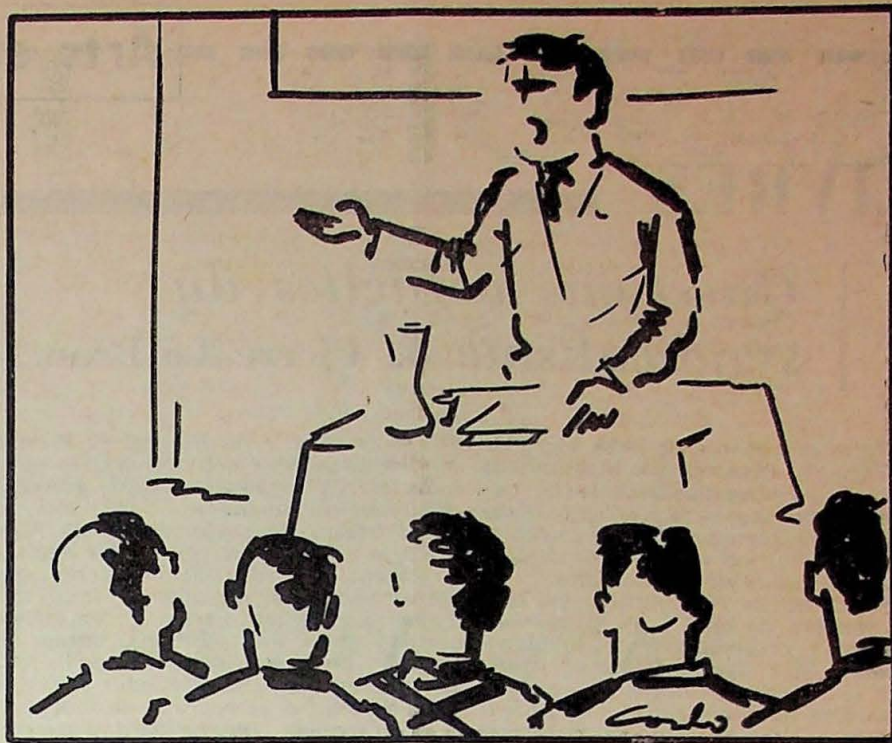
A Sceaux, les treize conseillers municipaux P.S.U., avant l'été 1964, ont effectué une enquête, qui a obtenu immédiatement 600 réponses, sur l'aménagement de la commune au cours des prochaines années. Les résultats ont été présentés au cours d'une réunion qui fit salle comble et quatre groupes de travail se sont créés, rassemblant plus de cinquante « Scéens » d'opinions et de compétences diverses pour tirer les conclusions de l'enquête avec l'aide d'

IR le travail de formation politique dans le parti

ganismes du Parti, ensuite en leur fournissant des matériaux de documentation ou de formation : fiches, bulletins, brochures, et en organisant des activités de formation nationales : stages, week-ends, colloques, etc... Mais il ne s'agit là que d'une action de soutien : c'est aux militants, aux sections, de déterminer leur action de formation pour

étayer leur action politique. Cette double page a moins pour objet d'annoncer les programmes en cours — c'est l'objet d'un prochain « Courrier du P.S.U. » — que de présenter sommairement aux camarades quelques réalisations et quelques orientations du service formation.

G. Servet.



ES D'OPINION de militantisme ?

pales tout en poursuivant des objectifs à plus long terme. L'enquête « notoriété », qui peut être mise en œuvre dans toute commune, a pour objet de fournir aux militants la mesure de notoriété du P.S.U. et de celle de ses élus, puis de la situer par rapport aux autres formations et hommes politiques, et de faire apparaître le rapport entre la notoriété et l'utilisation de ces formations, c'est-à-dire l'estime en laquelle les tient le public, donc souvent le modèle des votes.

Bien vivre à Paris ou les besoins des Parisiens

La seconde enquête comportait une série de questionnaires, posée à deux mille personnes, sur leurs réactions immédiates quand on parle d'agglomération parisienne, nécessitant 2 à 4 minutes par interview et permettant cependant une certaine réflexion, une prise de conscience des personnes interrogées.

Cette série de questionnaires était complétée par une autre série de 400 interviews de trente à quarante-cinq minutes offrant la possibilité de formuler des réponses personnalisées et de répondre à des alternatives strictes sur les multiples aspects des préoccupations quotidiennes d'un Parisien.

Le dépouillement de cette enquête et son analyse permettent notamment d'éclairer la conception des programmes et de faciliter la détermination des priorités dans l'action politique et régionale. Les deux séries d'enquête : notoriété et besoins, ne sont pas uniquement des outils d'information statique ; reprises périodiquement, sous cette forme ou sous une autre, elles peuvent fournir des mesures précises de l'efficacité d'une action politique qui serait menée en fonction des résultats de l'enquête initiale.

Si, à chaque étape de l'enquête, ainsi devenue permanente, les résultats en sont publiés, par publications, réunions... l'information retourne à ceux qui l'ont émise sans avoir subi de déformation, mais leur apporte l'image mise en forme de leurs aspirations et de celles d'autrui ; moyennant quoi, la prise de conscience de ce qui, le plus souvent, demeure à l'état de velléités, d'attentisme ou de passivité peut alors les engager sur la voie d'un authentique civisme et, par là, de la démocratie.

(Méthodes, résultats de ces enquêtes : P.S.U., service formation, 81, rue Mademoiselle.)

FORMATION ET ACTION POLITIQUE

L'action politique doit d'abord être efficace, cela implique que nous ne soyons pas seulement des adhérents ou des sympathisants, mais des militants « conscients et organisés » ; conscients des problèmes à résoudre,



de la situation politique, du contexte économique et social et des possibilités d'évolution, organisés dans notre action, capables ensemble de déterminer les moyens et les méthodes qui donneront le maximum d'efficacité à l'action.

La formation doit nous aider à cette prise de conscience et à cette organisation, mais si l'apport des connaissances est indispensable — et il existe pour cela T.S., les fiches de formation (il y en a bientôt une vingtaine de disponibles), les bulletins, les rencontres en stage ou en week-end et surtout les réunions de section — il faut que ces différents moyens soient complétés ou mieux utilisés pour favoriser réellement la participation des interlocuteurs ou assistants afin de les associer à la décision politique et à l'action.

Nous sommes ainsi amenés à définir une pédagogie pour nos rencontres et nos groupes de travail qui fasse appel à une participation totale des militants, qui leur permette d'apporter, eux aussi, leurs informations, leur raisonnement, leurs expériences. Il faut arriver à ce qu'il n'y ait plus parmi nous des élèves en face de maîtres, il faut assurer une participation active de l'assistance en supprimant autant que possible toute distance

entre ceux qui savent, « les initiés », et ceux qui ne savent pas, « les novices ». La démocratie n'est pas une notion abstraite, un idéal lointain : nous devons la vivre dès maintenant à l'intérieur de chacune de nos rencontres.

Cette exigence de démocratie amène à discuter la manière dont se prennent les décisions collectives. Quelle que soit l'importance numérique des assemblées qui les ratifient, les décisions se préparent toujours en petits groupes : commissions exécutives, bureaux, équipes, groupes de travail, etc. Faire régner la démocratie effective dans nos cellules de décisions, c'est susciter l'apport de chacun, savoir écouter l'interlocuteur, savoir aussi faire taire les éternels bavards ou les « potiches »... Tout cela s'apprend et est aussi utile à la vie de nos sections qu'au travail du parti sur les milieux extérieurs.

Pour mieux pratiquer cette démocratie authentique dans l'élaboration collective, le service de formation a organisé pour les Fédérations de Paris et de banlieue un cycle de formation centré sur la vie et le travail de la section. Au cours de deux week-ends et dix séances du soir, les vingt participants ont découvert une manière fort nouvelle de pratiquer le respect de l'autre et la discussion en commun pour parvenir à une vie de section à la fois plus efficace et plus démocratique. L'expérience a rencontré un tel succès qu'elle sera renouvelée en octobre 1965.

En attendant, l'école continue par une initiation théorique au socialisme.



Un bulletin « entreprises »

Le service national de formation, en accord avec la commission « Entreprises », a créé un groupe Liaisons-Entreprises dont l'activité va se traduire notamment par la diffusion prochaine d'un bulletin auprès des camarades syndiqués.

Il ne s'agit pas d'empiéter sur les attributions des syndicats. Mais, de même que ceux-ci ne peuvent ignorer la dimension politique de leurs problèmes, le parti se doit de faciliter l'action des militants et des sympathisants au sein des cellules de production. Le bulletin veut, avant tout, être un instrument de liaison et d'information réciproques, et faciliter l'intégration de l'expérience des militants syndiqués dans une analyse globale de la situation économique, sociale et politique, et de son évolution. En outre, il souhaite servir d'instrument de diffusion aux expériences vécues dans les entreprises.

L'éditorial du bulletin sera consacré à un grand problème d'actualité (ainsi pour le n° 1 : la réforme des comités d'entreprise). Une étude sera faite sur une question économique ou sociale intéressant directement la vie des militants syndiqués (logement, sûreté...). D'autres rubriques sont prévues comprenant une série de fiches analytiques sur les accords d'entreprises, françaises ou étrangères, assorties de commentaires critiques ; des fiches de renseignements sur les concentrations capitalistes ; une bibliographie. Mais le contenu définitif sera, en fait, déterminé par les lecteurs eux-mêmes à qui nous demandons d'envoyer leurs suggestions et, bien entendu, les comptes rendus et analyses de leurs actions ou d'actions menées dans leur région puisque le bulletin est là essentiellement pour accueillir et faire fructifier ces expériences et ces réalisations. Et bientôt nous pourrons sortir le bulletin à un rythme plus rapide que le bimestriel prévu.

(Correspondance : P.S.U., service « Formation », 81, rue Mademoiselle.)

SIX JOURS AU VERT

Il est bien souvent difficile d'étudier à fond un problème quand on est plongé dans les activités quotidiennes, alors il faut pouvoir se « mettre au vert ». Les stages d'une semaine doivent pouvoir offrir cette possibilité de recherche et d'étude avant de se relancer dans l'action.

Cinq stages sont prévus cette année, près de Paris. Les participants paient les frais de déplacement et de séjour pour partie seulement, le bureau national et les fédérations prenant en charge la plus grande partie de ces frais. Il est possible, pour certains stages, d'obtenir des congés spéciaux. Les conditions étant différentes pour chaque stage, il est préférable de demander les renseignements au service formation.

Le stage « Entreprise ».

Le premier stage de cette année,

du 17 au 22 mai, aura pour thème un sujet d'actualité : l'entreprise. La première partie s'attachera à l'analyse des entreprises : structures, organisation administrative, vie financière, avec des exercices pratiques de lecture de bilan. La seconde partie situera l'entreprise dans le contexte économique : conjoncture et plan. Enfin, la troisième partie, la plus importante, permettra de voir les problèmes de l'action syndicale dans l'entreprise : stratégie patronale et syndicale, expériences de luttes syndicales, le mouvement syndical français et les relations partis-syndicats.

Au moment où la lutte reprend dans de nombreuses branches, il est nécessaire que les militants puissent l'aborder avec des forces renouvelées : venez à ce stage. INSCRIVEZ-VOUS NOMBREUX ET VITE. La réussite de ce stage est nécessaire au Parti.

Nom

Adresse

- désire recevoir les renseignements concernant les stages suivants (1)
- A - 17-22 Mai : Entreprise
 - B - 12-17 Juillet : le socialisme en pays développés
 - C - 2-7 Août : les techniques de l'action politique
 - D - 20-25 septembre : les problèmes de la jeunesse
 - E - 18-23 décembre : les problèmes ruraux

et envisage de participer aux stages :

A - B - C - D - E (1)

(1) rayer les mentions inutiles à retourner au P.S.U. Service formation : 81, rue Mademoiselle - PARI-SXV.

Saint-Etienne

architecte urbaniste et d'un sociologue.

A Saint-Etienne, c'est par un colloque, rassemblant une douzaine d'associations et de syndicats, que l'analyse de la situation a permis de dégager des objectifs de nature à remédier à la gravité de la situation économique menacée par des structures vieillies et les difficultés d'implantations d'industries nouvelles, les réticences des milieux patronaux et les carences des Pouvoirs publics, en favorisant, par un travail d'information, la prise de conscience de cette situation par l'ensemble de la population et plus spécialement par les travailleurs menacés dans leurs conditions d'existence.

TÉLÉVISION

Les comptes de Contamine

La Télévision est, à nouveau, remuée par un conflit opposant les réalisateurs et la Direction. Toute la presse s'est emparée des incidents de la rue Cognacq-Jay, de l'Humanité au Figaro (une petite touche seulement dans La Nation, pour soutenir Contamine) et des Ecoutes au Nouvel Observateur en passant par Candide et l'Express.

Dans toute la presse, on peut lire : caprice et arbitraire, chasse aux sorcières, listes noires de M. Contamine, Débacle à l'O.R.T.F., Contamine se venge...

Il y a un peu de tout ça dans la politique de M. Peyrefitte via Contamine à l'O.R.T.F., et particulièrement à la Télévision.

Né parlons pas des règlements de comptes des petits barons du régime. On ne sort pas le couteau, bien sûr, quand on est de la même famille ; on pousse gentiment le « cousin » vers la trappe... et hop ! on le retrouve sur la voie de garage. Tout s'est passé en douceur, le toboggan est bien savonné, et ceux qui y glissent auront leur portrait dans la galerie des bons serviteurs, victimes de l'ingratitude bien connue des régimes en place.

Il n'en est pas de même de ceux qui n'ont pas fait acte d'allégeance inconditionnelle au roi qui nous gouverne ou au prince qui commande en son nom. Ceux-là, il vaut mieux s'en séparer. Ça coûtera ce que ça coûtera ; bah ! qu'est-ce que ça peut bien faire ? Il faut bien expliquer le déficit, et surtout démontrer aux Finances — l'une des autorités de tutelle de l'Etablissement — que la Direction sait — et veut — épurer, organiser et économiser avec résolution.

Mais s'il ne s'agissait que d'économies et de choix dans les capacités, on pourrait — sinon l'admettre en raison du procédé — en discuter. Car il est vrai qu'un certain renouvellement serait souhaitable dans les programmes. Il est aussi réel que toutes les capacités ne sont pas judicieusement employées ou sont insuffisamment utilisées. Il est incontestable qu'on peut hélas douter du talent d'un bon nombre de ceux qu'on a imposés, depuis longtemps, à un public non satisfait.

Cependant, lorsque ce public — à qui, en définitive, sont destinés tous les programmes de l'O.R.T.F. — lorsque ce public est unanime pour louer telle ou telle émission, alors on ne comprend pas pourquoi la Direction la retire du programme, mute le réalisateur qui a réussi, ou le renvoie comme indésirable.

Nous ne citons aucun exemple ici, car notre propos n'est pas de prendre — après tous nos confrères — le

relais d'une protestation que nous partageons avec eux. Il ne nous sied pas, non plus, de mettre en valeur tel non plus connu que d'autres. Il faut bien avouer que la presse, en général, a trop tendance à prendre fait et cause pour un tel lorsque celui-ci est une sorte de vedette. Le papier se vend mieux ainsi...

Nous sommes un journal qui s'adresse à une élite politique qui doit rechercher, au-delà de l'expression des faits, leur véritable motivation.

Une seule interprétation politique...

Alors, que compte faire M. Contamine en réglant les comptes du pouvoir ?

A notre avis, il ne peut y avoir qu'une seule interprétation.

Une interprétation en plusieurs temps :

a) Dans la bagarre des « barons », le plus astucieux gagne.

b) Par la même occasion — qu'on baptise renouvellement — on met en place des gens qui — avec ou sans valeur — seront nécessairement plus... souples puisqu'ils seront convaincus qu'ils ne doivent leur propre situation qu'à leur...souplesse vis-à-vis du « baron gagnant ».

c) Mais le moment est propice, sous la couverture du « renouvellement » ou de la « mise en ordre » (il y a comme cela un bon nombre de « figures » dans l'arsenal des explications) pour opérer une discrète épuration. Il y a beaucoup d'agitateurs, de mauvaises têtes, de militants syndicalistes remuants, de gens dont on sait qu'ils ont quelques fiches politiques. Et puis, on a bien vu que chaque fois qu'il y a un mouvement quelconque, celui-ci entraîne — ici et là, au sein de l'O.R.T.F. — plus ou moins d'adhésions. Si ça n'est pas tellement dangereux, c'est tout de même irritant pour le régime qui doute ainsi de la solidité de l'outil qui lui paraît indispensable pour s'imposer au cœur du pays.

d) Ainsi donc, en « fusillant pour l'exemple », on entretient une atmosphère de crainte sur un personnel traumatisé. Pour les journalistes, il n'y a guère d'ouvertures dans la presse ; pour les gens de la télé, ils ont la ressource de se louer — ou de se vendre — à des entreprises privées travaillant « à la commande », mais c'est tout de même l'aventure.

e) On peut aussi penser qu'en démolissant ce qui est valable à la télé, on prépare l'opinion à admettre qu'une relève de la gestion d'Etat par le privé, avec accompagnement de la publicité, est souhaitable. L'opération n'est pas à exclure, indépendamment des autres facteurs.

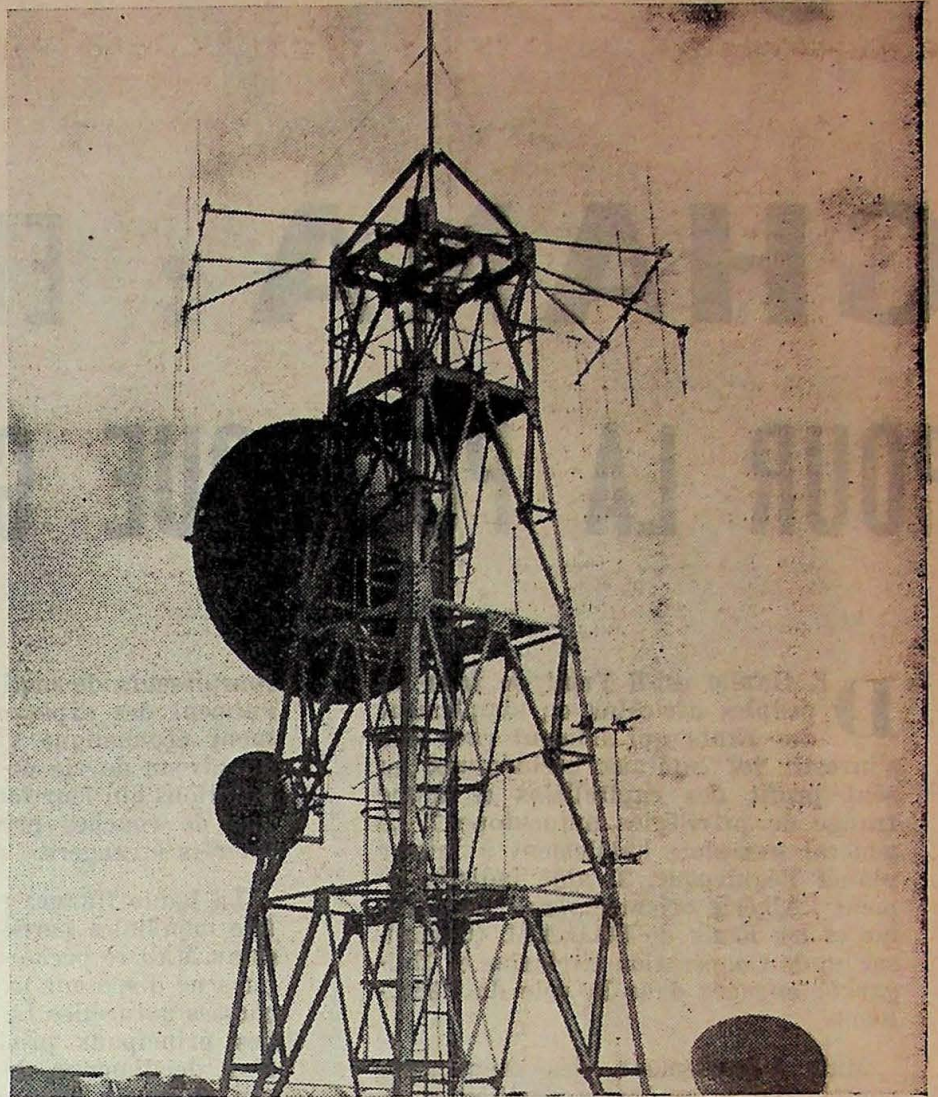
f) Enfin, dernière interprétation — qui n'est nullement contradictoire par rapport à ce qui précède — et qui pourrait même être complémentaire — c'est que, coûte que coûte, le régime gaulliste a besoin d'une radio et d'une Télé qui soient — inconditionnellement — prêtes à entreprendre la grande campagne présidentielle.

La presse écrite n'est, tout de même, pas tellement sûre. De Gaulle ne peut rester au pouvoir — se faire réélire ou plébisciter — qu'à la condition d'avoir, sans aucune entrave ni frein, l'arme absolue qu'est la télévision, et dans une moindre mesure (à cause des postes périphériques) la radio. Demain, avec le progrès technique, il sera peut-être trop tard ! Aussi, est-ce aujourd'hui — c'est-à-dire cette année — qu'il faut agir.

Préserver ce qui doit être sauvé...

Monsieur Contamine a fait ses comptes. Vaincre... ou disparaître comme ses prédécesseurs.

Le régime a choisi : une télévision de qualité, ça n'est pas essentiel, puisque le grand public n'en réclame pas tant. Ce qu'il veut, le grand public, c'est « La bonne planque » et beaucoup de mariages Halliday-Vartan. Les confrontations, les études, c'est bon pour les intellectuels complexes. Le grand public acceptera d'autant mieux de Gaulle et le gaullisme qu'il se distraira avec les idoles du yé-yé. Quant à la culture... M. Fouché s'en charge ! C'est, appa-



Pour le gaullisme : l'arme absolue

(Photo AGIP.)

remment, ce que pensent les tacticiens gaullistes.

Mais, heureusement, tout ne va pas aussi facilement. Car il y a encore, en France, quelques caractères qui se refusent à l'abrutissement systématique d'une doctrine d'Etat ; serait-ce un Etat gaulliste.

Un COMITE DE SAUVEGARDE qui devra être composé de personnalités incontestées et soutenu par toutes les organisations démocratiques vient de se créer. Nous en reparlerons, bien sûr. Son rôle ? Tenter de démontrer — pour le grand public — que ce qui est en cause, c'est, au travers de l'O.R.T.F. et de ses conflits, tout le problème de la liberté de pensée et d'expression. La dégradation progressive des programmes accentuera encore la mise en condition de la population abêtie par les bandes dessinées, les titres et articles à sensation, la presse du cœur, les feuilletons télévisés tirés des poncifs d'une littérature poussiéreuse et les plus stupides et insipides films américains.

Oui, c'est tout le sort de la Télévision et de la Radio qui est en cause. Son sort immédiat et la politique gaulliste ridiculise et son avenir que les manœuvres des Peyrefitte et autres Contamine rend douteux. Que l'O.R.T.F. aide à la victoire du général de Gaulle aux prochaines élections n'impliquera pas qu'il assurera ainsi la survie du gaullisme. Le Comité de sauvegarde n'aura certes pas

à prendre parti dans ce combat. Son rôle immédiat sera d'alerter l'opinion publique anesthésiée et mystifiée, afin de rendre à l'ensemble de la nation une radio d'Etat confisquée par les barons de la V^e République.

Autrement dit, le Comité de sauvegarde devra faire ce que ne veut pas faire l'actuel conseil d'administration de l'O.R.T.F., parce que l'honorable comte-président-et-académicien a été choisi afin de ne point troubler les comptes de Monsieur Contamine. Du fauteuil du quai Conti à celui de l'O.R.T.F., le comte Wladimir d'Ormesson poursuit son sommeil académique et On a bien envie de Lui parodier : « Comte, ta radio fout le camp. »

De comte à Contamine, que de comptes à régler pour la République de demain !...

Bertrand Renaudot

C.E.S.

La série complète des trois cahiers numéros 3-4, 9-10 et 44 du Centre d'Etudes Socialistes est vendue au prix de 6 F et non pas de 5 F, comme il a été dit, par erreur, dans un précédent numéro de T.S.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 64, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20 Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesguiche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 68-61, rue La Fayette Paris (9^e)

WEEK-END DE FORMATION

Le prochain week-end organisé dans la région parisienne aura lieu les samedi et dimanche 1^{er} et 2 MAI 1965

sur le thème suivant :

POURQUOI LA CHINE FAIT-ELLE SA BOMBE ?
Equilibre mondial et développement économique

BULLETIN D'INSCRIPTION

(à renvoyer aux responsables formation de la Fédération de Paris ou de Seine-Banlieue, 81, rue Mademoiselle)

Nom

Prénom

Adresse

Inscrivez-vous et faites inscrire amis et sympathisants.

Les frais (deux repas et une nuit) seront de l'ordre de 20 à 25 F

Une garderie d'enfants sera organisée.

GHANA : EPREUVE DE VERITE POUR LA POLITIQUE GAULLISTE EN AFRIQUE

DE Gaulle est-il l'ami de tous les peuples africains ou simplement des Etats qui laissent chez eux s'investir les capitaux occidentaux au seul profit des capitalistes et d'une frange de privilégiés autochtones ? Le général s'emploie habilement à laisser planer l'équivoque. Il aide indistinctement l'Algérie orientée vers le socialisme et les Etats de l'O.C.A.M. (Organisation de Coopération Africaine et Malgache) engagés dans la voie du libéralisme.

Mais actuellement, des événements contribuent à rendre la position gaulliste moins confortable en Afrique. L'envoi d'armes aux fascistes blancs d'Afrique du Sud a quelque peu écorné la popularité certaine dont a bénéficié au cours des ces dernières années le chef de l'Etat français sur le continent africain. Aujourd'hui, le conflit qui oppose le Ghana aux Etats voisins membres de l'O.C.A.M. : Niger, Haute-Volta, Dahomey, Côte-d'Ivoire, etc..., place le gaullisme devant une nouvelle épreuve de vérité. Kwame Nkrumah, président du Ghana, vient d'envoyer son ministre des Affaires étrangères en Europe avec mission pour celui-ci, lors de son passage à Paris, d'amener de Gaulle à préciser sa position dans cette affaire. Quelle sera la réponse ?

Le « méchant »

LES milieux officiels français se sont employés à accréditer dans l'opinion publique l'idée que le conflit Ghana-O.C.A.M. n'est qu'une querelle entre chefs d'Etats de l'Ouest africain. Une querelle dans laquelle le rôle du méchant est dévolu à Nkrumah : il accueille sur son territoire les opposants des pays voisins et favorise leurs activités. On ne dit pas qu'au sein des Etats de l'O.C.A.M., les opposants ghanéens bénéficient du même traitement.

En réalité, ce conflit déborde du cadre ouest-africain et du cadre africain tout court. Il met en jeu des intérêts privés considérables de caractère international dont les services d'information de la V^e République se gardent de souffler mot.

Péché socialiste

DANS l'Afrique de l'Ouest, seuls, trois Etats, jusqu'à présent ont osé réglementer les activités des sociétés étrangères agissant sur leur territoire : la Guinée, le Mali et le Ghana. Les dirigeants de ces trois Etats refusent que leurs pays, comme à l'ère coloniale, ne soient pour l'Occident que des

fournisseurs de matières premières. Ils animent des expériences de développement économique visant à l'élévation du niveau de vie de l'ensemble des populations qui leur font confiance et non pas de couches privilégiées liées aux intérêts étrangers.

La haute finance et la grande industrie mondiales pardonnent à la Guinée et au Mali ce péché socialiste. Ces deux pays ne disposent pas d'importantes richesses naturelles. Le Ghana, lui, est l'un des principaux producteurs mondiaux d'or, de diamant, de bauxite et de cacao, pour ne citer que ces ressources. Les grandes sociétés internationales ont l'habitude d'acheter ces matières aux cours les plus bas, au détriment des mains-d'œuvres et des économies locales et de les revendre avec de substantiels bénéfices. Le Ghana, par son attitude, fausse le jeu. On le lui a déjà dit ; comme il refuse de comprendre, on a décidé de le corriger : un vrai scénario pour « classiques » de la série noire.

En pénitence

EN veut-on une preuve ? Le *New York Times* a annoncé, ces jours derniers, que « les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon et un certain nombre de pays européens ont rejeté la demande de prêt effectué par le gouvernement ghanéen pour remédier à la crise de balance de paiement à laquelle il doit faire face. » Comme tous les pays dans la phase première de leur développement industriel, le Ghana, en raison de ses besoins d'équipement, importe plus qu'il n'exporte. Mais ses richesses naturelles garantissent sa solvabilité à long terme. Demande-t-on tant de sérieux au Maroc qui n'arrive pas à procéder aux investissements nécessaires à son développement parce que ses policiers lui coûtent trop cher ? Le refus de crédits annoncé par le *New York Times* vise à prendre le Ghana à la gorge, à le contraindre, pour faire face à ses échéances immédiates, à vendre ses matières premières à vil prix. Tant pis si les salaires des mineurs et des paysans ghanéens en pâtissent comme à l'époque coloniale.

« Cesser de les piller »

MAIS le Ghana ne gêne pas seulement les grands intérêts privés internationaux par l'organisation de son économie. Sa valeur d'exemple en Afrique est également redoutable. « Pour aider les pays du tiers-monde, il faudrait commencer par cesser de les piller », déclarait récemment André Philip. Voilà plusieurs années que

Kwame Nkrumah a fait sien cette vérité et l'a diffusée non sans succès dans l'opinion africaine. Il a souligné notamment que pour cesser de servir de réservoir de matières premières à l'Occident et devenir des partenaires à part entière, les peuples de ce continent doivent commencer par former une entité économique solide : « L'Afrique doit s'unir » (Perrin édit.). Et quand fut fondée l'O.U.A., le Ghana devait peser de tout son poids dans la jeune Organisation de l'Unité Africaine.

Guerre froide

LES Etats de l'Ouest africain liés au libéralisme occidental ont été amenés, eux aussi, en raison de leurs attaches avec le grand capital étranger, à considérer leur voisin Nkrumah comme un adversaire. Ces Etats, pour la plupart aujourd'hui membres de l'O.C.A.M., qui n'ont jamais osé attaquer de front l'O.U.A. en raison de sa popularité, n'ont pas cessé de s'en prendre au représentant le plus qualifié et le plus prestigieux de l'Organisation de l'Unité Africaine dans cette partie de leur continent. Aujourd'hui, leur offensive diplomatique contre le Ghana prend des allures de guerre froide — on parle de blocus économique — au moment précis où une coalition de grands intérêts internationaux fait prendre à l'égard de ce pays des mesures de rétorsion financières. La coïncidence est trop opportune pour n'être que coïncidence.

Sortir de l'équivoque

REALISTE, le président Nkrumah a envoyé un émissaire au bailleur de fonds de l'O.C.A.M. Voilà le général de Gaulle invité à sortir de l'équivoque qui a fait la fortune de sa politique à l'égard des pays sous-développés, ou tout au moins de ce qu'on appelle à l'Elysée une politique. Sans doute, le général répondra-t-il à son interlocuteur ghanéen que les pays de l'O.C.A.M., pays indépendants, ne sont pas toujours des inconditionnels de la France, qu'il leur arrive de prêter l'oreille à des sirènes d'outre-Atlantique. Mais tout cela sera dit dans le secret d'un cabinet. Le général est brillant causeur. Qu'en sortira-t-il ?

Tout comme pour l'affaire du Vietnam dont parlait la semaine dernière Gilles Martinet, pour le Ghana, la V^e République aura à montrer si elle a vraiment réussi, comme elle l'affirme, à jeter les bases d'une nouvelle politique étrangère, ou seulement à exploiter de temps en temps une conjoncture favorable.

Jacques Vivien